

# Participations habitantes dans la revitalisation d'un centre bourg. Une recherche-action de proximité à Caumont-sur-Aure (Calvados).

Resident participation in the revitalization of a town center. Local action research in Caumont-sur-Aure (Calvados - France).

**Quentin Brouard-Sala**  
Enseignant-chercheur contractuel en géographie  
Université d'Angers  
UMR 6590 Espaces et Sociétés

*quentin.brouard-sala@univ-angers.fr*

**Pierre Bergel**  
Professeur émérite en géographie  
Université de Caen Normandie  
UMR 6590 Espaces et Sociétés

*pierre.bergel@unicaen.fr*



## Résumé :

Cet article propose une analyse de la notion de proximité à partir de l'expérience d'une recherche empirique. Les deux auteurs ont mis en œuvre une recherche-action participative visant à recueillir les besoins et les aspirations des habitants et usagers confrontés à une opération de revitalisation à Caumont-sur-Aure, un bourg normand lauréat du programme Petites villes de demain.

La réflexion envisage d'abord la proximité comme un défi méthodologique. De ce fait, les auteurs exposent les méthodes qui leur ont permis une immersion sur le terrain. Empruntant à différentes disciplines des sciences sociales, les dispositifs progressivement « bricolés » sont prioritairement qualitatifs (entretiens, focus groups, diagnostics en marchant, carte participative, etc.), en vue de faire émerger des paroles habitantes au plus proche des préoccupations réelles.

La réflexion concerne aussi les proximités et les distances socio-spatiales affectant les différentes catégories de populations

présentes à Caumont-sur-Aure. Dans l'objectif d'installer une participation inclusive, les auteurs ont tenté de faire dialoguer des catégories sociales diverses, souvent cantonnées dans des mondes sociaux étanches. Partiellement couronnées de succès, leurs démarches ont favorisé l'intégration des populations âgées et peu mobiles, ainsi que des populations précarisées. La réflexion concerne enfin les proximités mises en avant dans les besoins et les aspirations exprimés par les habitants et les usagers. Ces derniers sont en quête de proximité pour leurs déplacements quotidiens, particulièrement ceux qui concernent les achats alimentaires ou les loisirs. Le centre du bourg apparaît ainsi comme un lieu critique, où les difficultés de mobilités sont causées par une circulation trop importante. Les poids lourds et les véhicules agricoles empruntent largement les axes principaux, rendant dangereuses les mobilités piétonnes. La proximité – sociale, cette fois – est également recherchée

à travers l'activité des associations et les événements locaux, qui permettent parfois d'atténuer les divisions sociales. Cependant, les sociabilités déterminées par l'appartenance socio-culturelle restent prégnantes. En dépit d'une proximité spatiale avérée, certains groupes sociaux ne communiquent pas entre eux à cause de barrières étanches, quoiqu'invisibles.

**Mots-clés :** recherche-action participative, bourg, proximité, distance socio-spatiale.

**Abstract:**

*This article offers an analysis of the notion of proximity based on the experience of empirical research. The two authors carried out participatory action research aimed at gathering the needs and aspirations of residents and users faced with a revitalisation project in Caumont-sur-Aure, a market town in Normandy that was a winner of the Petites villes de demain programme.*

*The study begins by considering proximity as a methodological challenge. The authors set out the methods that enabled them to immerse in the field. Borrowing from various social science disciplines, the methods gradually cobbled together are primarily qualitative (interviews, focus groups, walking diagnoses, participatory mapping, etc.), with a view to bringing out the voices of local residents as close as possible to their real concerns.*

*We are also looking at the socio-spatial proximities and distances affecting the different population groups in Caumont-sur-Aure. With the aim of establishing inclusive participation, the authors have attempted to bring together diverse social categories, often confined to watertight social worlds. Partly successful, their approach has encouraged the integration of older and less mobile people, as well as those on the margins of society.*

*Lastly, we are looking at the needs and aspirations expressed by residents and users in terms of proximity. They are looking for proximity for their daily*

*journeys, particularly those involving food shopping or leisure activities. The town centre is therefore a critical location, where mobility problems are caused by excessive traffic. Trucks and farm vehicles use the main roads extensively, making pedestrian walks dangerous. Proximity - social proximity this time - is also sought through the activities of local associations and events, which sometimes help to attenuate social divisions. However, social ties based on socio-cultural background are still prevalent. Despite being spatially close, some social groups do not communicate with each other because of watertight, albeit invisible, barriers.*

**Keywords:** participatory action research, market town, proximity, socio-spatial distance.

En France, des bourgs et petites villes connaissent des difficultés depuis quelques décennies (Brouard-Sala, 2021). Ces dernières sont liées à des dynamiques de déclin, surtout démographiques, qui entraînent une vacance importante du logement et des commerces (Brouard-Sala, 2023). Dans le même temps l'État, contributeur historique dans l'aménagement des espaces ruraux, a opéré un changement dans ses méthodes de financement depuis les années 1990. Les volumes financiers ont diminué et se sont orientés vers des appels à projet (Epstein, 2015). Depuis les années 2010, des appels spécifiques visent ainsi à la revitalisation des bourgs et des petites villes : «Revitalisation des centres-bourgs» (2014) puis «Petites villes de demain» (2020).

La recherche-action participative (RAP) présentée dans cet article s'est déroulée entre avril 2021 et avril 2023. Elle a été financée par le POPSU et s'inscrit dans un programme «Petites Villes de demain» (PVD) visant à inclure la participation habitante dans une stratégie

de revitalisation portée par la municipalité de Caumont-sur-Aure. La revitalisation concerne aussi deux petites villes de l'intercommunalité Pré Bocage Intercom, elles aussi lauréates PVD : Villers-Bocage et Les Monts-d'Aunay.

L'objectif de cette RAP visait à renforcer la participation des habitants et des usagers en prenant en compte leurs modes de vie et leurs aspirations (Auclair et al., 2014). Pour y parvenir, nous avons mis en place diverses méthodes qualitatives, classiquement utilisées en géographie (Morange et Schmoll, 2016) ou dans les recherches-action participatives (Fals Borda, 2021), la prise en compte de la parole habitante étant une pratique ancienne dans les politiques publiques (Arnstein, 1969), particulièrement dans le domaine de la rénovation urbaine des grands ensembles (Auclair et al., 2014).

La participation citoyenne est toutefois critiquée, car souvent considérée comme sélective socialement (Carrel, 2013), tendant à « *démobiliser les classes populaires* » (Baby-Collin, et al, 2021). Les méthodes retenues par cette RAP tentent de limiter ces inconvénients en s'essayant à l'inclusion sociale et générationnelle. Nous avons également tenté de mener une recherche de proximité, terme entendu dans un sens double. La proximité est d'abord spatiale, par les méthodes qu'elle utilise et par l'immersion régulière que ces dernières supposent au sein du terrain d'étude. Elle est également sociale, tentant d'inclure dans une démarche intégratrice des personnes socialement éloignées qui, sans cela, ne seraient pas entrées en relation. En nous inspirant de Chamboredon et Lemaire (1970), nous donc avons entrepris de réduire les distances sociales dans un contexte de proximité spatiale, l'objectif étant d'éviter les disjonctions (Le Guern, et al, 2021) entre la stratégie des élus locaux et les souhaits des populations.

Dans le texte qui suit, nous proposons une réflexion sur cette RAP, explorant particulièrement le lien entre proximités spatiales et distances sociales. Après avoir présenté l'objet général de la recherche, nous engagerons une réflexion sur les méthodes utilisées pour favoriser la proximité spatiale, alors que les distances sociales restent pesantes. Enfin, nous présenterons quelques résultats, tentant de montrer en quoi cette démarche favorise la convergence entre habitants, usagers et décideurs.

## 1. Une recherche-action dans un bourg du bocage normand : entre proximités et distances

### 1.1. Caumont-sur-Aure, une commune doublement périphérique

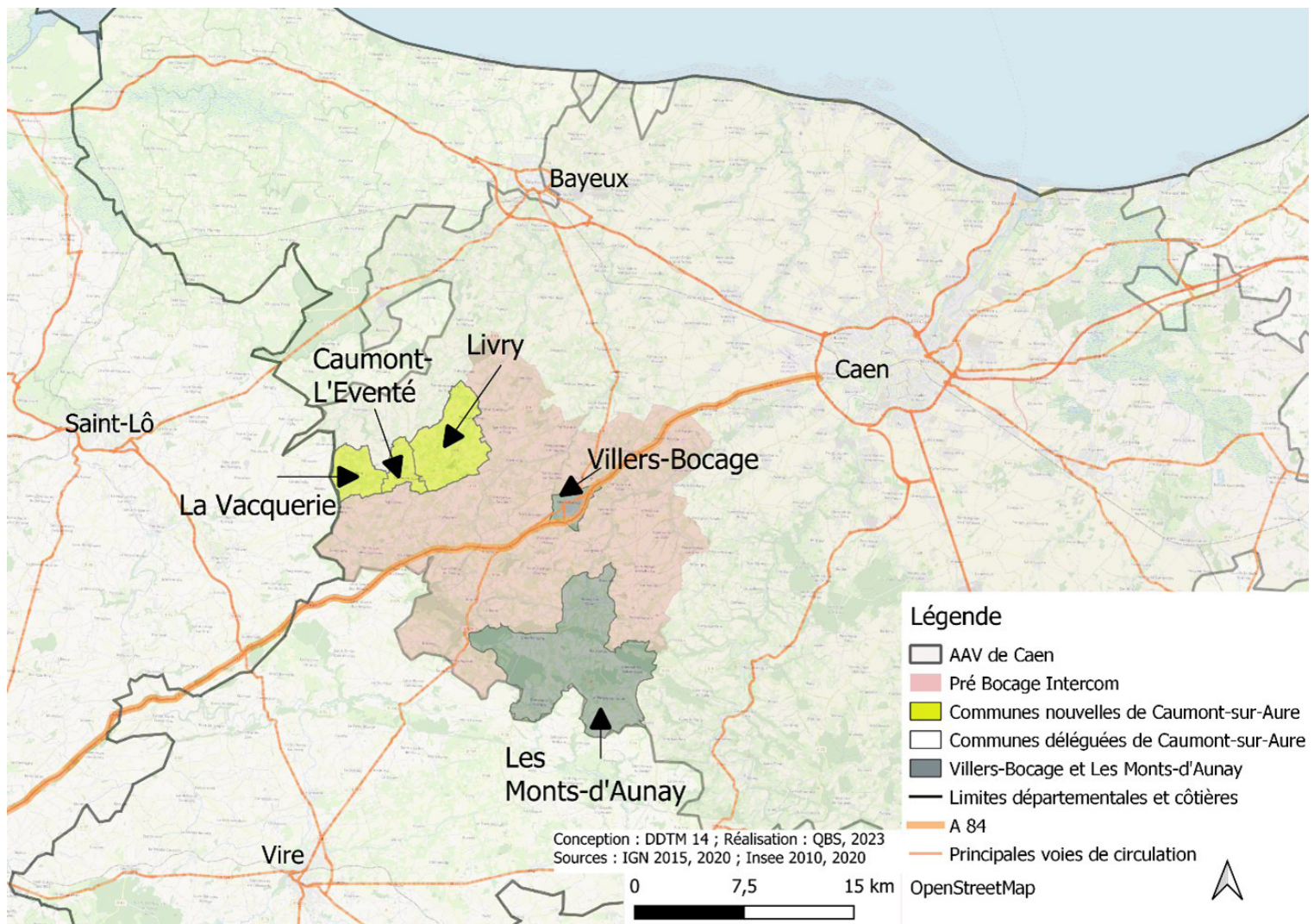
Caumont-sur-Aure est une commune nouvelle, fondée en 2017, située aux périphéries de l'aire urbaine caennaise. Elle regroupe environ 2 300 habitants (2018), répartis sur trois communes déléguées : Caumont-l'Éventé (1 100 habitants), Livry (800 habitants), La Vacquerie (300 habitants). Cette commune nouvelle est par ailleurs intégrée dans une « intercommunalité XXL », issue de la fusion de deux intercommunalités en 2017 : Pré-Bocage Intercom (25 000 habitants). En plus de Caumont-sur-Aure, elle est structurée par deux autres pôles comptant environ 3 000 habitants : Villers-Bocage et Les Monts-d'Aunay (figure 1).

Dans cette nouvelle configuration, Caumont-sur-Aure apparaît doublement périphérique. Aux limites de l'aire d'attraction caennaise<sup>1</sup>, elle ne bénéficie pas de l'apport démographique lié à une périurbanisation calvadosienne pourtant

1 // Le Zonage en Aires Urbaines est remplacé depuis 2020 par le zonage en Aires d'Attraction des Villes. Ses critères diffèrent notablement de l'ancien, explicités dans plusieurs publications de l'INSEE, par exemple, *La France et ses territoires*, édition 2021. p. 98-99.



Figure 1 : Localisation de Caumont-sur-Aure (auteur : Brouard-Sala Q.)



intense. Au sein de l'EPCI, le dynamisme est davantage centré sur Les Monts d'Aunay et surtout sur Villers-Bocage, qui bénéficie d'un accès aisé à Caen, facilité par l'autoroute A 84 reliant Caen à Rennes. Aux frontières du Calvados, Caumont-sur-Aure est toutefois polarisée par plusieurs villes situées à 20-30 km : Caen, Bayeux et Vire dans le même département, Saint-Lô dans la Manche. En termes d'emplois, la population active est également polarisée par Villers-Bocage.

La situation périphérique de Caumont-sur-Aure est donc effective à plusieurs échelles : au sein du département du Calvados, entre les différentes villes et au sein même de l'EPCI. Pourtant, cette situation d'interface est aussi une chance. Caumont a pu conserver une offre importante de commerces et de services au regard de sa taille. 166 établissements et 650 emplois sont recensés fin 2020 (Insee), dont plus d'un quart de commerces de gros ou de détail. L'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale regroupent environ 20 établissements, soient autant que pour les activités spécialisées, les autres activités de service ou la construction. Nombre de ces équipements peuvent être, au sens de l'Insee, inscrits dans la gamme des services de proximité du fait de leur destination préférentielle vers les populations locales. En plus des habitants de Caumont-sur-Aure, ils sont aussi utilisés par des usagers des communes environnantes ou par des personnes de passage.

## 1.2. La nécessité d'une revitalisation inclusive

Se maintenant comme un pôle de services, le bourg-centre de Caumont-l'Eventé n'a pas connu de modernisation urbanistique notable depuis le début des années 2000. L'équipe municipale actuelle, arrivée en 2020, a donc décidé de s'engager dans des investissements significatifs pour développer les

équipements et renouveler des espaces publics devenus obsolètes. De telles transformations doivent toutefois satisfaire l'ensemble des populations, quelles que soient leurs générations et leurs appartenances sociales. Si cette condition n'était pas respectée, des ressentiments pourraient se développer à l'égard de l'équipe municipale. Risquant d'être mal adaptés, ces nouveaux équipements pourraient en outre pénaliser les plus faibles. C'est donc dans une optique d'inclusion sociale et générationnelle que nous avons engagé cette recherche afin que le vécu, les besoins et les envies des habitants et usagers soient pris en compte.

Une stratégie inclusive semble en effet indispensable dans cette commune vieillissante, où des fractions non négligeables de la population sont menacées de paupérisation. Selon l'Insee, le vieillissement s'est traduit par une baisse de la catégorie des 0-44 ans entre 2008 et 2018 (de 56,7 à 54,5 % de la population totale) alors que, dans le même temps, celle des 45-74 ans est en augmentation (de 31,7 à 34,5 %). La catégorie des plus de 75 ans, quant à elle, reste stable sur la période (entre 11 et 11,5 %). La paupérisation affecte de différentes façons la structure de la population active. Entre 2008 et 2018, les effectifs des cadres et professions intellectuelles supérieures ont été divisés par plus de deux, de même que ceux des artisans, commerçants et chefs d'entreprise. La catégorie des employés connaît la plus forte augmentation entre 2000 et 2018, représentant plus de 30 % des actifs. Cependant, la part de ceux qui occupent un emploi reste quasiment stable, ce qui suppose une augmentation du chômage, particulièrement après la crise de 2008. Une remarque du même ordre s'applique à la catégorie des ouvriers, qui demeure la plus importante en effectifs (plus de 35 % de la population active totale). Si leur nombre diminue rapidement en dix ans (de 426 à 377),

le nombre de ceux qui exercent effectivement un emploi diminue encore plus rapidement : 73 postes perdus en dix ans.

### 1.3. Derrière une simplicité apparente, des complexités emboîtées

Cette recherche s'est construite en partenariat avec le Maire de Caumont-sur-Aure, le conseil municipal, l'intercommunalité, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Calvados (DDTM). Un tel partenariat est lié aux attendus du POPSU. C'est aussi le résultat du programme PVD, qui oblige l'intercommunalité candidate à porter la stratégie en lien avec les mairies concernées et les services de l'Etat.

Plutôt que d'agir en fonction de leurs habitants, les trois conseils municipaux sont tentés de s'engager dans une « course aux équipements » leur permettant de s'imposer face aux deux autres. Sont ainsi prévus une maison citoyenne et une Micro-Folie à Caumont-sur-Aure, un Tiers-Lieu culturel aux Monts-d'Aunay, un autre Tiers-Lieu et une salle des fêtes à Villers-Bocage. L'intercommunalité tente de limiter les redondances pour, au contraire, jouer les complémentarités et éviter les concurrences entre équipements proches. Cet objectif est d'autant plus difficile à tenir que deux communes nouvelles ont été créés dans l'EPCI. À la commune nouvelle de Caumont-sur-Aure, s'ajoute celle des Monts-d'Aunay, issue de la fusion entre Aunay-sur-Odon et six autres communes déléguées. Seule Villers-Bocage échappe pour l'instant au regroupement. De telles recompositions induisent une difficulté supplémentaire : comment renforcer la centralité d'un bourg principal devenu plus important sans que les populations des autres communes déléguées, plus petites et plus éloignées, ne se sentent lésées ?

Derrière la simplicité d'un espace rural à première vue homogène, émergent donc des complexités emboîtées qui jouent sur la dialectique proximité/distance et influencent la géopolitique locale (Subra, 2016). Les interactions entre les différentes institutions sont complexes et elles s'incarnent dans des relations variables, ce qui a rendu la RAP plus délicate à mettre en œuvre. En dépit des étapes successives de la décentralisation politico-administrative, se maintiennent de surcroît des hiérarchies entre le centre et les périphéries (Hess, 2001). Les services de l'État, dans une logique top-down qui reste prégnante, proposent des financements et de grandes orientations thématiques, que communes et intercommunalités adaptent à une échelle locale. Depuis trois décennies, émerge toutefois une approche bottom-up (Torre, 2015). Les collectivités territoriales répondent à de multiples appels d'offre thématiques en vue d'inscrire leurs projets d'investissement dans des programmes nationaux. La tentation est donc grande de saisir les opportunités de financement sans s'interroger préalablement sur les besoins réels des populations, en termes d'équipements ou de services.

Mêlant les deux logiques *top down* et *bottom up*, le programme PVD joue aussi sur l'ambiguïté des temporalités. Pour l'État central et ses services déconcentrés, les financements PVD sont vus comme un outil intercommunal de long terme. Pour les élus municipaux et intercommunaux, ils doivent plutôt servir des objectifs de moyen terme, sur un ou deux mandats, à une échelle qui reste avant tout communale. Calée sur 24 mois, la RAP n'est malheureusement inscrite dans aucune de ces deux temporalités. Notre objectif a donc été d'insérer les diverses paroles habitantes au sein de ces diverses échelles de temps et d'espaces, afin qu'elles soient prises en compte par une décision publique en cours de formalisation. Insatisfaits par ces contraintes temporelles, nous avons pris



le parti de poursuivre la recherche sur un temps plus long, indépendamment du cadre POPSU, ceci afin de capitaliser nos acquis et de pérenniser les dynamiques participatives. Installés depuis plusieurs années dans le paysage local, nous sommes désormais reconnus comme des partenaires par les élus des trois municipalités, ainsi que par les délégués communautaires. Nous apparaissions ainsi comme des « chefs d'orchestre » chargés de structurer le recueil de la parole habitante. Nous veillons cependant à rester des « prestataires extérieurs » qui rendent visibles leur dissemblance avec les élus, ceci afin d'éviter une proximité excessive qui desservirait l'indépendance de la recherche et risquerait de nous discréditer auprès des habitants mobilisés.

## **2. Faire émerger la parole habitante. Des dispositifs méthodologiques pour réduire les distances socio-spatiales**

Tout au long de notre démarche, nous nous sommes efforcés de prendre en compte les besoins et les souhaits des habitants et usagers en vue d'orienter les décisions d'aménagements prévues dans le centre-bourg de Caumont-l'Eventé. En plus des habitants usuellement présents dans les processus de concertation – retraités, ménages aisés ou détenteurs d'un capital culturel et social (Brouard-Sala, 2021 ; Carrel, 2013) – nos démarches ont favorisé l'intégration des populations âgées et peu mobiles, ainsi que des populations précarisées. Dans les deux cas, il s'agissait de prendre en compte l'éloignement, tant géographique que social, de ces différents publics.

### **2.1. Installer une participation inclusive : une méthodologie progressivement « bricolée »**

La méthodologie répond à des enjeux communs avec ceux de PVD. Dans les deux cas, la participation des habitants est

requis pour inclure ces derniers dans les propositions d'aménagements et favoriser leur appropriation. Pour permettre une inclusion sociale et générationnelle, le public sollicité devait être divers. Il l'a été partiellement, du fait de la pluralité des méthodes utilisées (figure 2) : entretiens exploratoires, groupes de discussion, questionnaire, ateliers participatifs, « diagnostics en marchant ».

La recherche s'est donc construite progressivement, par une sédimentation de méthodes permettant d'atteindre des groupes sociaux différents (Blanchet, Gotman, 2007). Dans un premier temps, lors des entretiens exploratoires, nous avons sollicité des personnes au hasard des rencontres (commerçants ou retraités pour la plupart), impliquées dans l'équipe municipale, dans des associations ou des entreprises locales. Aidés par la mairie, nous avons ensuite tissé des liens plus formels avec la population, permettant d'accroître progressivement le nombre des participants présents aux différents groupes de discussion et ateliers participatifs. Élargissant le cercle des enquêtés, nous avons ainsi construit un échantillon de plus en plus diversifié, dont les paroles ont été recueillies au moyen d'enregistrement et de retranscriptions avant d'être transmises à l'équipe intercommunale PVD, puis au bureau d'étude en charge de l'élaboration du plan-guide pour la revitalisation du centre-bourg (mars-avril 2022).

La construction d'une participation inclusive est également conditionnée par le choix des méthodes, ces dernières étant largement expérimentales (Luxembourg, 2019). Ces méthodes ont été exposées au moment de la candidature au financement POPSU mais elles ont nécessité des adaptations successives afin de prendre en compte de plus en plus finement le contexte local. Nous nous sommes donc livrés à un « bricolage » méthodologique (Lévi-Strauss, 1962) en vue de faire participer en nombre les

Figure 2 : Palette des méthodes POPSU (Auteurs : Equipe POPSU, Louis M., 2022)

Phases de la recherche	Méthodes utilisées	Périodes	Nombre de participants mobilisés	Objectifs
DIAGNOSTIC	Diagnostic territorial	04/2021 à 01/2022	/	Spécificités socio-géographiques de la commune
	Entretiens exploratoires	04/2021 à 09/2021	17	Immersion - Premiers recueils de données qualitatives
	Groupe de discussions n°1	19/11/2021	4	Recueil des paroles des participants (vécus, besoins, aspirations)
	Groupe de discussions n°2	24/11/2021	4	
	Groupe de discussions n°3	19/01/2022	4	
	Groupe de discussions n°4	26/01/2022	8	
	Questionnaire	01/2022	100	Confirmation quantitative des données qualitatives obtenues dans les groupes de discussions
CONCEPTION	Atelier participatif en 3 groupes	06/04/2022	18	Besoins des populations en lien avec des aménagements – carte participative
	Atelier participatif n°2	18/05/2022	4	Inclusion des seniors dans les décisions d'aménagement – carte participative
FIN ET POURSUITE HORS POPSU	Clôture POPSU	02/09/2022	70	Co-construction des projets d'aménagement avec les élus
	Ateliers BACER (hors POPSU)	03/2023 à 04/2023	6	Inclusion de personnes précaires dans le processus participatif (groupes de discussion, « diagnostics en marchant »)



habitants les plus divers de Caumont-sur-Aure.

## 2.2. Une stratification de méthodes complémentaires pour énoncer du « commun »

Des groupes de discussions (ou « Focus groups ») ont été prévus dès la candidature POPSU. Cette manière de faire provient de la psychologie (Le Dû, et al, 2019). S'appuyant sur les paradigmes de l'anthropologie, certains la définissent comme une méthode permettant de « *rapporter les propos tenus par les participants à la dynamique des échanges* » (Duchesne, 2015, p. 5). Un groupe de discussion permet le recueil des discours selon une manière fluide, facilitant les interactions entre les participants (ibid.). Notre approche a ainsi tenté de comprendre le vécu des personnes enquêtées à propos du bourg de Caumont-sur-Aure, insistant sur les pratiques quotidiennes et leur mise en récit. À partir d'une liste de mots choisie par les enquêteurs pour évoquer la commune (Vert, Trajet, Fête, Culture, Réussite, Ville, Différence, Rire, Générations, Dommage, Espoir), les participants développaient un discours adaptant ces mots à leur situation. Cette sorte de « jeu avec les mots » a permis à chacun de se présenter et d'engager la discussion. Puis, le débat collectif a été divisé en deux temps à partir de deux questions simples : « Qu'est-ce qu'on a à Caumont ? » ; suivi de : « Qu'est-ce qu'on veut pour Caumont ? ». Cette seconde phase a permis aux personnes enquêtées de développer un récit de leurs pratiques quotidiennes, de mentionner leurs lieux d'activités, puis d'envisager l'avenir, en rêvant à un « Caumont idéal ».

Quatre groupes de discussions ont été organisés entre novembre 2021 et janvier 2022. Pour les deux premiers, les enquêtés ont été démarchés à partir de suggestions de la mairie (cas pour une femme de 50 ans, directrice d'une entreprise locale).

Nous y avons adjoint des artisans et des commerçants (un couple de cinquantenaires, vendeurs de livres d'occasion et de vêtements vintage), ainsi que des usagers croisés au hasard de nos déambulations, ces derniers étant plutôt issus des catégories populaires (une retraitée de 65 ans, ancienne employée industrielle, une étudiante de 19 ans). Les volontaires ont été peu nombreux et, de ce fait, les deux premiers groupes de discussion n'ont regroupé que trois ou quatre personnes. Bien que leur succès soit mitigé, ces premières tentatives ont toutefois permis une immersion sur le terrain, ainsi qu'une première approche du ressenti ordinaire des habitants, quoique sur un éventail sociologique restreint.

Prenant acte de cet échec relatif, nous avons choisi de solliciter la mairie afin qu'elle diffuse un Appel à manifestation d'intérêt (AMI), ce qui a permis d'obtenir une dizaine de contacts en quelques jours pour constituer un troisième groupe comptant quatre personnes. Ces dernières étaient en générale plus aisées et plus jeunes, ainsi une femme de 40 ans, informaticienne reprenant un gîte touristique, également représentante de l'Association des Parents d'Élèves ; un cadre de l'administration des Impôts, musicien et organisateur de festivités ; un homme de 35 ans, employé dans le secteur des assurances et un cadre à la retraite membre du Comité des Fêtes. À ce moment, nous disposions d'un vivier plus diversifié d'une trentaine de volontaires potentiels.

Un dernier groupe a été réuni à Livry (figure 3). Il était composé de 8 personnes d'un peu plus de 70 ans, des retraités dont les profils professionnels ne nous ont pas été communiqués, regroupés au sein d'un club du Troisième Âge. Quelques-uns avaient été membres de l'ancien conseil municipal de Livry, antérieurement à la constitution de la commune nouvelle. Ce groupe a été constitué pour comprendre les spécificités du vieillissement et de

*Figure 3 :Groupe de discussion à Livry le 26 janvier 2022  
(Photographie : Équipe POPSU)*



l'isolement en milieu rural (Freichel, et al, 2022), notamment au sein d'une commune déléguée relativement éloignée du centre-bourg.

Ces quatre groupes de discussion ont permis de récupérer des informations sur la vie quotidienne des personnes utilisant les services du bourg. Avec ces entretiens collectifs (durée moyenne de deux heures), nous avons commencé à constituer un « récit territorial » du bourg (Bouba-Olga, 2019). Des limites nuancent cependant la pertinence de ces entretiens collectifs. D'abord, les effectifs étaient faibles par rapport à un optimum théorique souvent fixé aux alentours de 6 à 12 personnes. Sur 3 des 4 entretiens, l'effectif n'a pas dépassé 4 personnes, ce qui est trop faible pour dynamiser les échanges. Autre limite, la difficulté à effacer les rapports de genre. Nettement perceptible dans le deuxième groupe, l'effacement des femmes (vendeuse de vêtements et étudiante) a été net au début de la séance. Par autocensure nous ont-elles déclaré ensuite. Des rapports de classe ont également joué. Dans le premier groupe, la parole de la directrice d'entreprise a ainsi pris le dessus sur celle de la retraitée, ancienne employée industrielle.

Pour solidifier ce premier matériel empirique, nous l'avons complété par la passation d'un questionnaire portant sur les pratiques et les besoins des populations<sup>2</sup>, ce qui a permis de récolter environ 100 réponses exploitables. Pour obtenir ces dernières, nous avons sollicité certaines des personnes interviewées lors des 17 entretiens exploratoires, celles ayant participé aux groupes de discussions (24 personnes), enfin ceux ayant répondu à l'AMI (30 personnes). Nous avons également demandé que le questionnaire soit diffusé sur le site

2 Le questionnaire était structuré en cinq parties : déplacements, activités et emplois, services, aménagements et qualité paysagères, tourisme et loisirs.

Internet et sur les réseaux numériques de la Mairie.

Atteindre ces personnes a pris du temps. Il s'agit d'un investissement d'ampleur sur le terrain afin d'y développer une approche empirique de type ethnographique (Morange, Schmoll, 2016 ; Collectif Rosa Bonheur, 2014) et déployer une pluralité de méthodes. Pour capter les discours et les pratiques, il a fallu consentir à des allers-retours répétés entre Caen et Caumont, en moyenne, une fois par semaine pendant six mois, multiplier les mails et les appels téléphoniques pour construire une « observation flottante » (Pétonnet, 1982, in Kuhl, 2021, p. 55) en déambulant dans les rues ou en fréquentant les cafés et les commerces. Il a donc fallu apprendre la « nécessité de prendre le temps » (Varnier, 2020, p. 97), sur le terrain comme dans les groupes de discussion.

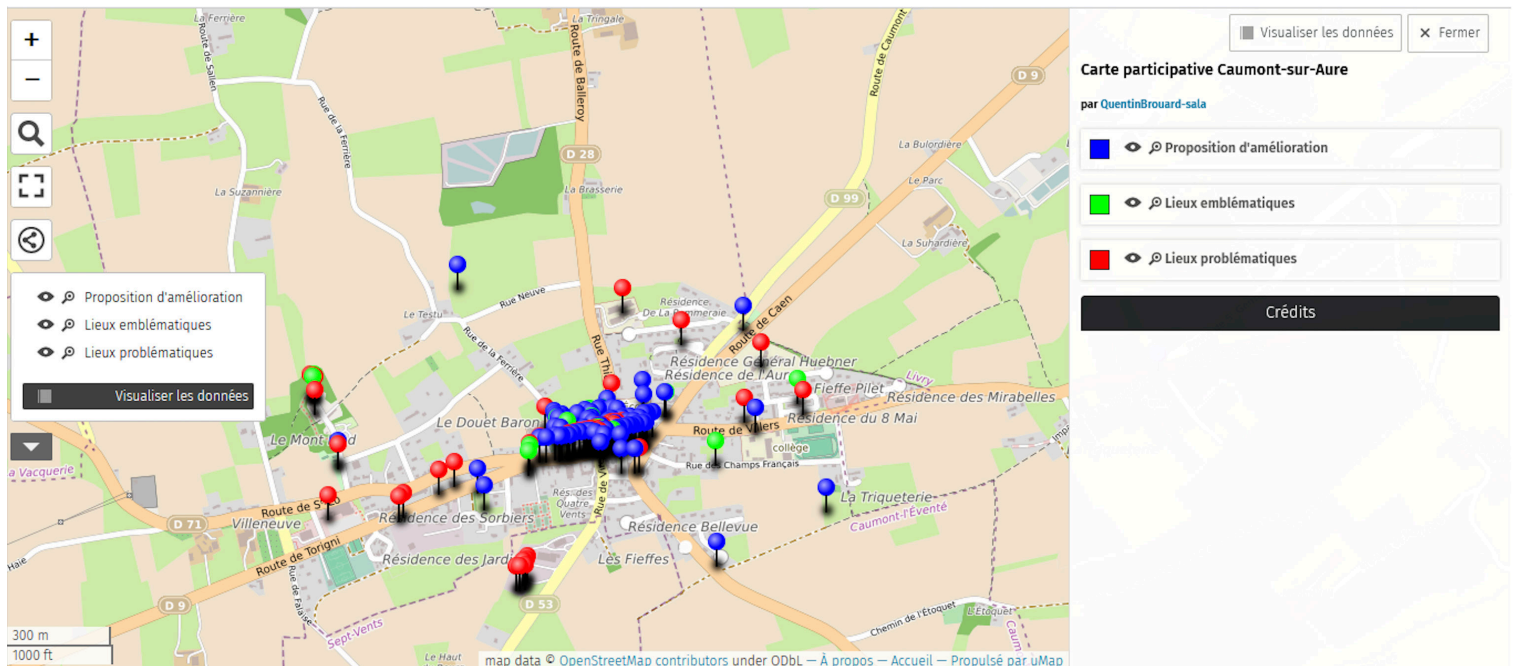
Une fois ces enquêtes achevées et traitées, nous avons envisagé la manière de présenter au mieux les récits recueillis. Nous avons choisi de spatialiser les éléments de discours en les reportant sur un fond de carte UMAP d'OpenStreetMap. Ces éléments ont été divisés en trois catégories avec des étiquettes attachées à chaque point (figures 4 et 5) : les lieux posant des problèmes aux personnes interrogées (en rouge), les lieux emblématiques renvoyant à une identité perçue (en vert), les propositions d'amélioration (en bleu).

Spatialisant plus d'une centaine d'éléments de discours, ces cartes et leurs commentaires inclus dans des étiquettes numériques, ont constitué la base de l'atelier du 6 avril 2022. Nous avons divisé la vingtaine de personnes présentes en trois groupes composé en fonction des affinités des participants.

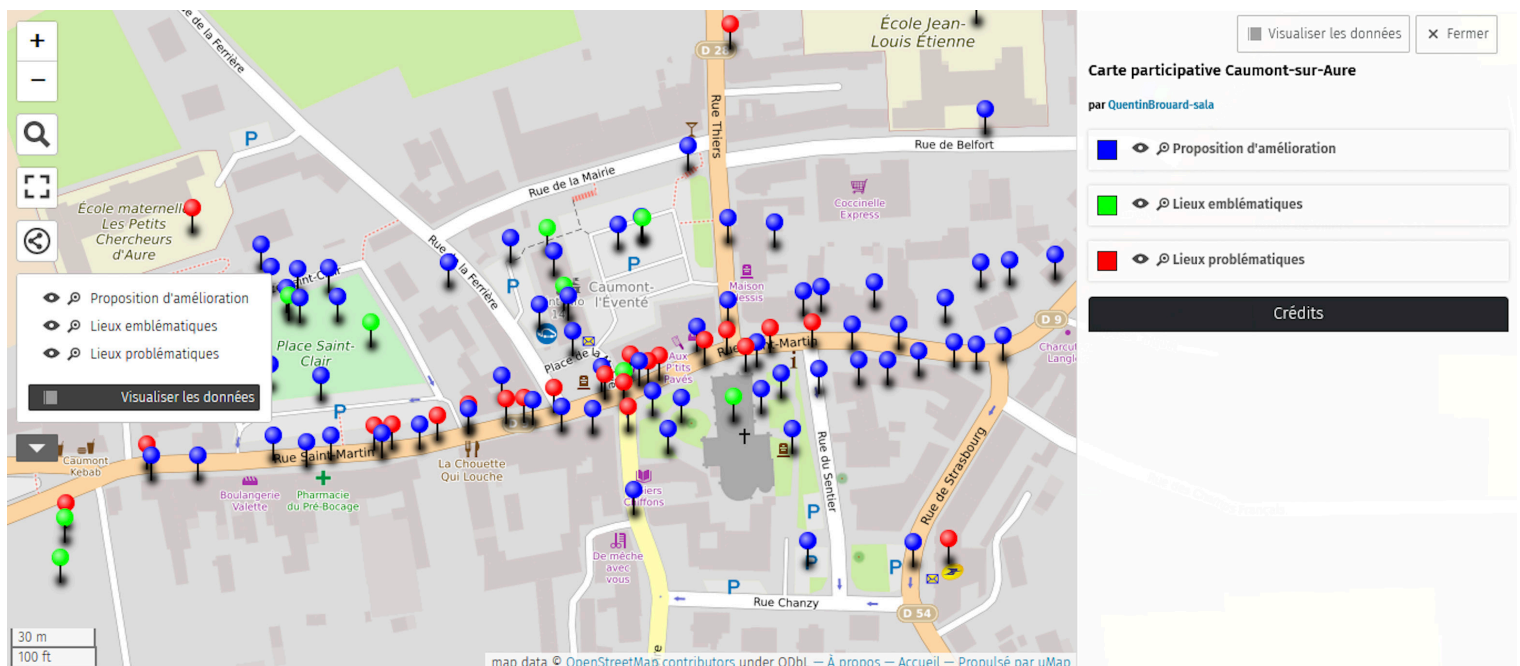
Après une restitution des résultats antérieurs, l'atelier a permis d'ajouter des propositions nouvelles, par accès direct à la carte en ligne ou par annotation



**Figure 4 : La carte participative en ligne, vue d'ensemble**  
(Auteur : Equipe POPSU, 2022 ; Sources : UMAP-Openstreet Map ; Enquête POPSU)



**Figure 5 : La carte participative en ligne, agrandissement sur le centre-bourg**  
(Auteur : Equipe POPSU, 2022 ; Sources : UMAP-Openstreet Map ; Enquête POPSU)





sur un plan-papier permettant un report numérique ultérieur. Le support papier a été volontairement conservé afin de réduire les inégalités d'accès au numérique (Capelle, et al, 2018), que ces dernières soient générationnelles ou sociales. Une restitution partagée des commentaires et des propositions a eu lieu en fin d'atelier, permettant une première synthèse « à chaud ».

Les restitutions et les moments de co-construction des résultats menés en collaboration avec les enquêtés sont plébiscités dans les recherches empiriques, que ces dernières soient individuelles ou collectives (Collectif ROCS, 2020). Il s'agit d'un moment où, sans paraître académique, les chercheurs doivent faire comprendre aux enquêtés les « catégories d'analyses » qu'ils utilisent implicitement. Il est donc indispensable de les formaliser en puisant dans les propres paroles des enquêtés (Schmoll, Morange, 2016, p. 160). L'oscillation entre discours du chercheur et discours ordinaire des usagers permet de confronter les premiers résultats à l'appréciation des personnes enquêtées, de les faire réagir, ce qui génère une nouvelle couche de discours qui deviendra à son tour un matériau pour le terrain à analyser (Kuhl, 2021). De plus, ce genre de démarche apparaît comme un « support de médiation » pour l'action opérationnelle d'aménagement entre les chercheurs, les habitants, les techniciens, voire les élus présents dans un même lieu à un moment donné (ibid., p. 315). Il s'agit donc d'un moment de dialogue où les personnes présentes peuvent faire entendre leurs propres discours, tout en entendant ceux des autres.

Le commentaire à partir d'une carte, surtout si cette dernière est participative, est par ailleurs devenu une méthode courante, à la fois utilisée par les chercheurs et par les aménageurs-urbanistes en position opérationnelle. La notion de « carte participative » renvoie

à une co-construction cartographique mais, plus encore, à une co-construction de savoirs localisés qui, sans cela, demeureraient implicites. La co-construction se construit au gré d'une collaboration entre habitants, usagers et chercheurs (Noucher, 2013). Demandant des capacités en matière de lecture de cartes, ce genre d'outil semble permettre un réel partage des connaissances, indépendamment des capitaux socio-culturels ou de la diversité sociale des personnes enquêtées.

La carte participative, et plus largement l'espace géographique, peuvent ainsi devenir des ressources émancipatrices (Thémines, 2022), à condition que les savoirs et les avis des populations soient effectivement pris en compte. Pour être pertinente, une carte participative doit en outre être utilisée sur un temps long, excédant celui de la RAP. À Caumont, nous avons proposé de pérenniser cet outil en formant la cheffe de projet PVD à sa manipulation, ainsi qu'à l'analyse des données récoltées. Un affichage papier de la carte du centre-bourg a été effectué dans les locaux de la mairie, puis dans la Maison citoyenne. Cette carte de format A0 est en libre accès, permettant à quiconque d'y ajouter des « Post-It » de couleur pour faire part de ses suggestions (rouge = remarque / vert = proposition). Un cahier d'expression a en outre été ouvert. La cheffe de projet PVD fait un relevé mensuel et actualise régulièrement la carte OpenStreetMap. L'ensemble de ces données est consultable depuis le site Internet de la mairie.

Rassurés sur la solidité méthodologique de la démarche comme sur son absence de partialité, les élus ont laissé jouer ces allers-retours citoyens. Certaines des informations recueillies ont ainsi été utilisées dans la rédaction du plan-guide proposé par le bureau d'études en charge de la conception du programme de revitalisation du centre-bourg.

*Figure 6 :Restitution de la méthodologie et des résultats POPSU/PVD (Auteur : Equipe POPSU, 2022)*



### 2.3. Clôture de la recherche POPSU et élargissement à des populations précaires

La recherche-action POPSU a été clôturée par un séminaire organisé en septembre 2022, en présence des responsables nationaux du POPSU et du PUCA, du Sous-Préfet et des services de la DDTM, d'élus, de techniciens communaux et intercommunaux. Son déroulement a été décidé en collaboration avec la cheffe de projet PVD, en insistant sur la complémentarité entre les deux démarches POPSU et PVD au moyen d'un exposé commun. Conçu pour expliquer les méthodes et restituer les résultats cet exposé visait à mettre en évidence la fonction centrale de la recherche : contribuer à l'émergence d'un consensus inclusif entre les décideurs de l'action publique et les usagers censés en bénéficier, sans que certains d'entre eux soient laissés sur le bord du chemin. Secondairement, il s'agissait également de « construire du commun » entre les différentes parties prenantes : services de l'état, élus, techniciens, bureau d'étude, etc.

En outre, un stand a été installé devant la Mairie afin de communiquer les résultats récupérés au moyen des diverses démarches participatives (figure 6). Simultanément, une radio locale a diffusé ses émissions en direct durant l'après-midi. Comptant environ 70 participants, le public était principalement composé de personnes sollicitées au gré de nos enquêtes. Deux types de réactions ont marqué cette journée : les personnes satisfaites des résultats et celles qui en étaient insatisfaites. En générale, les insatisfaits n'avaient pas participé avant. Certains sont par ailleurs des opposants à la majorité municipale et ils entendaient alimenter leur posture en critiquant à priori la démarche POPSU.

Lors du séminaire de clôture POPSU, les intervenants ont unanimement relevé

un manque de diversité sociale parmi les publics enquêtés, notamment en ce qui concerne les ménages modestes. Certains enquêtés ont aussi directement évoqué ce point : « *Ce sont toujours les mêmes participants, les mêmes que dans les associations, comme au comité de jumelage* » (Enquêtée, 2022). Cette critique nous a convaincu de poursuivre les enquêtes de terrain afin d'élargir le cercle de l'inclusion à des populations trop souvent exclues des processus de concertation.

Nous avons donc conclu un partenariat avec l'entreprise d'insertion professionnelle BACER (Bourse d'Aides aux Chômeurs par l'Environnement et la Récupération). La BACER est une entreprise du tiers-secteur localisée à Caumont, spécialisée dans le retour à l'emploi. Elle vise à insérer par l'activité économique (collecte et tri d'objets de seconde main, vente en boutique, etc.), tentant de trouver un emploi à des personnes en proie à des difficultés sociales, professionnelles ou de handicap.

La proximité de la BACER avec des publics éloignés de l'emploi nous a permis d'accéder à des personnes en situation de précarité, ces dernières ayant été largement absentes de la RAP. L'équipe d'animation de la BACER a accepté de servir d'intermédiaire pour mettre en place des conditions d'enquêtes adaptées à ce public fragile. Nous devons en effet inspirer confiance à des personnes très éloignées de l'institution universitaire et du monde de la recherche.

Le passage par des intermédiaires est parfois critiqué dans la littérature scientifique (Mauger, Pouly, 2019). Suspecté d'inciter les personnes enquêtées à se sentir « *mandatées par la direction* » (ibid., p.39), ce genre de dispositif les conduirait à ne pas livrer intégralement leur avis. Selon certains auteurs, passer par l'employeur génère en outre une « *violence symbolique* »



*Figure 7 : Restitution des propositions des bénéficiaires BACER (Auteur : Equipe POPSU, 2023)*





(Bourdieu, Passeron, 1970) qui nuirait à la validité de l'enquête empirique. Contrairement aux exemples pris en compte par ces auteurs, notre enquête ne concernait pas les conditions d'activité des personnes enquêtées. Nous nous sommes plutôt saisis de l'opportunité que constitue la BACER pour les interroger sur un autre sujet : leur vécu dans le centre-bourg de Caumont. Une travailleuse sociale, intermédiaire de confiance, nous a aidé à nouer le contact initial et est ensuite restée présente au cours des différentes phases de l'enquête. Grâce à elle, nous avons pu intégrer un dispositif de réinsertion par le travail bénévole concernant sept bénéficiaires.

Nous leur avons proposé quatre ateliers, adaptant la méthodologie antérieure à ce public spécifique (groupes de discussions, atelier, restitution). Nous y avons ajouté deux « diagnostics en marchant » permettant de rendre le processus plus concret et plus convivial. Ces parcours commentés à travers la ville ont été décidés par les chercheurs – pour montrer des aménagements vus comme problématiques dans les enquêtes – ainsi que par les enquêtés eux-mêmes. Nous les avons conviés à nous montrer leurs lieux de sociabilité, ainsi que les endroits qui leurs paraissent problématiques, souvent localisés autour de leurs logements ou dans le centre-bourg. Nous leur avons aussi demandé de photographier ces lieux. Ils ont ainsi pu commenter leurs photographies, leur permettant de matérialiser leurs discours (Bisson, 2019, p.197).

Fortement intégrées dans les sociabilités des catégories populaires, ces personnes interagissent peu avec les autres groupes sociaux, notamment supérieurs (Girard, 2014). Les quatre ateliers leur ont donc permis de se faire entendre (Mauger, Pouly, 2019). Consignées par des chercheurs, leurs paroles ont été portées au niveau institutionnel, la cheffe de projet PVD ayant participé au dernier atelier. Une

telle circulation de la parole aura permis de réduire les distances sociales et, nous l'espérons, les distances institutionnelles entre décideurs et administrés.

À l'issue des trois premiers ateliers et des deux balades associées, nous avons en effet demandé aux enquêtés de rédiger des recommandations d'aménagements. Afin de limiter les biais, nous avons choisi de ne pas être présents lors de la séance de rédaction, afin que notre position de « diplômés » n'inhibe pas les réponses et n'influence pas les productions écrites. Cette séance supplémentaire a donc été prise en charge par la travailleuse sociale. Nous étions en revanche présents pour la dernière séance, où les personnes enquêtées ont fait part de leurs suggestions. Nous sommes ensuite allés ensemble à la Mairie afin d'apposer les Post-it antérieurement rédigés sur la carte participative (figure 7). Ce moment symbolique s'est produit dans le bâtiment de la mairie, où certains n'étaient jamais entrés jusque-là. Nous avons conclu cette matinée par une collation dans la salle du conseil, autre moment symbolique du rapprochement entre des populations fragiles et un lieu institutionnel.

À partir d'enquêtes sur des échantillons de populations issues de groupes sociaux divers, nous avons donc tenté de mettre en forme un « récit territorial » local (Bouba-Olga, 2019). Bien que nous ayons approché des populations très différentes (commerçants, artisans, élus, jeunes, seniors, aisés ou très précaires), nous n'avons pas la prétention d'avoir cerné l'ensemble des sociabilités locales. Toutefois, nos résultats paraissent suffisamment solides pour faire l'objet d'une revue, détaillée dans la dernière partie de cet exposé.

### 3. Les résultats : une convergence entre paroles habitantes et décisions des élus

#### 3.1. Un diagnostic partagé entre élus et habitants

Nos investigations débouchent sur une conclusion centrale : élus et habitants, quelles que soient leurs positions sociales, culturelles ou générationnelles, effectuent des diagnostics convergents sur les dysfonctionnements du centre-bourg de Caumont. Les uns et les autres s'accordent sur le fait que le centre est un lieu de passage marqué par une circulation excessive, l'automobile apparaissant comme un outil indispensable pour se déplacer dans ce milieu rural (Couturier, 2014). Les réponses révèlent corrélativement un déficit de transports en commun pour se rendre à Caen ou vers des pôles de proximité comme Villers-Bocage et Les Monts-d'Aunay. Bien qu'une part de la population ait des difficultés de déplacements, une majorité (88 % selon l'Insee, 2018) possède un véhicule. Les déplacements concernent généralement des distances courtes, les usagers privilégiant l'ancrage local, notamment pour les achats alimentaires (Berroir, et al, 2017). On note de ce fait une circulation importante, accompagnée d'incivilités en matière de stationnements. Les automobilistes souhaitent stationner au plus près des services qu'ils fréquentent, même si le stationnement n'est pas prévu ou interdit.

Ces constats sont partagés par l'équipe municipale, souvent prise à parti par une population qui dénonce le flux trop abondant des camions et des véhicules agricoles. Ce trafic est lié à l'activité d'une coopérative située à proximité du centre, ainsi qu'à la proximité de l'autoroute A 84. La Mairie a donc modifié les sens de circulation, obligeant les poids lourds et les tracteurs à passer en dehors d'une partie du centre-bourg. Cependant, cette

mesure ne paraît pas suffisante pour limiter des problèmes communs à de nombreux centres-bourgs et petites villes en Normandie (Brouard-Sala, 2021).

La circulation intense dégrade la qualité de vie des populations qui fréquentent le centre-bourg ou y résident. Elle complique également les déplacements à pied, ainsi que les mobilités actives. Elle alimente enfin un fort sentiment d'insécurité dans les déplacements, alors que « *Tout est présent à Caumont* » (Enquêtee, Groupe de discussion 1, 2021). Ce ressenti augmente pour les personnes âgées, ainsi que pour les parents ayant des enfants en bas-âge. Ces derniers évoquent également le manque d'aires de jeux, notamment pour les très jeunes enfants. La plupart de ces équipements ont disparu du fait d'un manque d'entretien ou parce qu'ils ont été dégradés.

Ces réponses révèlent en creux une sociabilité de proximité dont les populations pourraient bénéficier en commun. Dans ce rôle, c'est le secteur associatif qui est vu comme le moyen idéal pour construire une « *identité fédératrice* » dans la commune (Enquêtee, Groupe de discussion 3, 2022). Le secteur associatif et culturel peut en effet générer des solidarités qui transcendent les appartenances sociales (Bioteau, 2018), permettant d'inclure des populations très diverses. Ce constat est partagé par l'équipe municipale, qui compte prochainement organiser un festival de musique classique porté par une association locale, sans qu'il soit avéré que ce genre de manifestation puisse rassembler une majorité de Caumontais.

L'appréciation vis-à-vis du tissu associatif est toutefois différenciée selon les générations et les catégories sociales. Le secteur associatif et culturel, notamment événementiel, est plutôt animé par des populations aisées, en signe de distinction (Bourdieu, 1979). Ce type de ménage est réputé fournir les militants

associatifs les plus actifs, notamment dans le comité des fêtes. C'est dans ces catégories que l'on trouve en outre ceux qui nourrissent le plus d'espoirs à l'égard du secteur associatif, en tant que générateur de liens locaux. Inversement, les populations précaires fréquentent peu les associations, s'engageant plutôt dans des « sociabilités dangereuses » (Coquard, 2016, p. 94), propres aux catégories populaires (fréquentation des cafés, associée à une consommation d'alcool parfois excessive). Les enquêtés de la BACER ont effectivement insisté sur leur fréquentation régulière des cafés-bars de Caumont, seuls lieux où, selon eux, on peut participer à des animations. À l'inverse les populations plus aisées dénoncent la mauvaise « ambiance » et la « misère » des bars (Enquêté, Groupe de discussion 3, 2022).

En dépit d'une forte proximité géographique, les distances sociales restent donc fortes. Comme l'ont dit certains de nos enquêtés : « *la mayonnaise ne prend pas* ». Les différents groupes d'habitants ne se fréquentent guère, leur proximité spatiale étant limitée par les effets opposés d'une forte distance sociale. Aggravées par des circulations automobiles excessives, qui compartimentent les espaces potentiellement vécus en commun, ces distances sociales révèlent des modes de vie et d'habiter très différenciés, alors que les proximités matérielles sont pourtant très fortes.

### 3.2. Des propositions consensuelles pour améliorer le vivre-ensemble

A partir des éléments recueillis sur la carte participative, les propositions d'amélioration ont été regroupées en différentes catégories : aménagement, circulation, promenade/jeux, etc. Dans la figure 8, nous présentons un « zoom » centré sur la place de la Mairie et la place Saint-Clair. Crucial pour la revitalisation du bourg, ce secteur est promu comme

nouveau lieu de la centralité par l'équipe municipale. De ce point de vue, il est très intéressant de remarquer que les récriminations ou les propositions enregistrées sur la carte participative se concentrent également sur ce secteur, les personnes enquêtées semblant partager le diagnostic et la stratégie des élus municipaux.

Le consensus le plus fort semble concerner la circulation automobile. Tout le monde est d'accord pour affirmer que la réduction de la vitesse facilitera les déplacements piétons et améliorera la convivialité, surtout si la végétalisation des voies est plus importante. Les personnes les plus âgées souhaitent quant à elles des contrôles de vitesse de la part des forces de l'ordre (Groupe 1, Atelier 2022).

Toutes les populations enquêtées aspirent à un renforcement de la convivialité, particulièrement sur la place Saint-Clair, vue comme la future place centrale du bourg. Son aménagement doit être conçu dans une optique intergénérationnelle : des jeux pour enfants seront donc construits, ainsi qu'un terrain de pétanque. En outre, une Maison citoyenne est ouverte depuis octobre 2023, permettant à cette place de devenir un centre de proximité pour la vie sociale. La Maison citoyenne rassemble de nombreux services utiles au plus grand nombre : centre de vie sociale, maison France services, médiathèque, Micro-folie, Fab Lab, « local ados », relais petite enfance, accueil parents-enfants, garderie scolaire. On peut donc présumer que la place deviendra un lieu de convergence de flux piétonniers et automobiles en vue d'accéder à ces différents services. Outre ses aménagements et sa requalification d'ensemble, la place Saint-Clair accueillera un marché hebdomadaire avec la perspective que, entre Mairie et Maison citoyenne, elle devienne une « place de village ». L'ensemble des personnes enquêtées comprend ces enjeux et attend ces transformations, considérées comme

Figure 8 : Les types d'amélioration proposés Place de la Mairie et Place Saint-Clair

## Les types d'amélioration proposés





très positives (groupe de discussions 1 ; ateliers 1, 2 et 3 ; groupe BACER).

Validant l'efficacité de la démarche participative, les propositions relevées sur la carte participative ont été largement reprises par le bureau d'étude en charge du plan-guide d'aménagement, à qui ces éléments ont été transmis. Les principes du plan-guide reposent sur la limitation de l'impact de la voiture au centre-bourg, en vue de faciliter en retour l'appropriation des espaces publics par les piétons. Le bureau d'étude propose en outre de développer les espaces de convivialité végétalisés. La végétalisation des espaces est aujourd'hui vue comme une « bonne pratique » (Devisme, et al, 2007), partagée dans de nombreux projets urbains. Elle permet une adaptation au changement climatique, tout en alimentant le marketing territorial (Bourdeau-Lepage, 2017). Le point de consensus le plus nettement marqué concerne toutefois l'aménagement de la place Saint-Clair. Les activités intergénérationnelles proposées par la quasi-totalité des personnes enquêtées ont particulièrement intéressé le bureau d'études, ce qui l'a conduit à les intégrer rapidement dans ses esquisses.

Bénéficiant d'un climat consensuel sur des enjeux centraux de l'aménagement, la RAP a ainsi facilité la convergence entre les souhaits des populations et les aménagements projetés par les élus. Elle a aussi permis d'éviter que la Mairie s'engage dans des idées disjonctives par rapport aux besoins locaux. Avant notre arrivée, le Maire avait par exemple pour projet d'installer un restaurant gastronomique dans le centre-bourg, souhaitant encourager une « montée en gamme » des équipements (Fijalkow, et al, 2017). Cependant, un tel projet est en décalage avec la réalité sociale d'une commune dont la sociologie demeure très modeste. Si un restaurant gastronomique ouvrait et parvenait à trouver son modèle économique, il ne profiterait pas à l'ensemble de la

population locale, participant plutôt à l'émergence d'une attractivité de loisir à destination de ménages aisés et non-résidents. Pertinent à certains égards, un tel projet ne répondrait donc pas à l'objectif d'inclusion porté par la RAP POPSU et repris par l'équipe municipale. Si l'ouverture d'un restaurant a été évoquée à plusieurs reprises par certains (groupe BACER, Atelier 2, groupe de discussions 3), les personnes enquêtées songent à un établissement modeste, de type pizzeria. Ce type d'offre existe pour les repas de midi mais il a des difficultés à être pérennisé en soirée.

## **Conclusion. Une recherche inclusive en quête proximité**

Au terme d'une immersion longue sur le terrain caumontais, la RAP POPSU présentée dans cet article a permis de faire émerger des convergences entre des populations très diverses : retraités aisés, cadres travaillant à Caen, commerçants modestes de tous âges, populations précaires, etc. Elle semble également avoir permis de renforcer les liens de confiance que les citoyens-électeurs doivent entretenir avec des élus locaux qu'ils ont eux-mêmes désignés. Troisième niveau d'inclusion, la RAP a enfin permis aux élus locaux et aux techniciens des services déconcentrés de l'état de dialoguer de manière renouvelée, en profitant de la spontanéité du contexte POPSU.

En ce qui concerne la méthode nous avons tenté une immersion géographique de longue durée (Morange, Schmoll, 2016), dans une optique quasi-ethnographique (Collectif Rosa Bonheur, 2014). La longue durée a permis de tisser des proximités avec les personnes enquêtées, y compris celles qui étaient très éloignées de notre monde social d'universitaires. Peu à peu construite, cette proximité a permis d'enquêter en direction d'un public de plus en plus large (Blanchet, Gotman, 2007). La fréquence de nos déambulations et

passages, quasiment chaque semaine, a permis de visibiliser la démarche POPSU et d'accroître progressivement les possibilités d'interactions. Une fois engagée la collaboration avec la BACER, nous avons pu atteindre les catégories les plus précaires. À ce moment, nous nous sommes situés en position de médiateurs, voire de « passeurs », entre les institutions municipales et ces populations, habituellement peu concernées par les stratégies d'aménagement et les démarches de concertation-participation.

Placée sous le signe de la convergence et de l'inclusion, ce type de recherche-action ne doit pas abuser. Même s'ils n'ont pas été considérées comme des obstacles à l'inclusion, des facteurs de distinctions et de hiérarchisation continuent d'œuvrer au sein cette micro-société caumontaise, observée au long cours. Durant la totalité de la recherche, nous avons dû jouer avec les tensions existant entre proximités géographiques et distances socio-spatiales, tant en ce qui concerne la méthodologie que les résultats (Chamboredon, Lemaire, 1970). À titre d'anecdote révélatrice, la fréquentation assidue des bars nous a ainsi été reprochée par certains élus municipaux, ces derniers reprenant l'antienne des « sociabilités dangereuses ». Dans ces lieux réputés les concentrer, nous n'avons pas noué de contacts privilégiés avec des personnes appartenant aux catégories populaires, ceux que nous avons approchés présentant plutôt des profils sociologiques moyens (Carrel, 2013).

Cette recherche interroge également les proximités géographiques concernant les pratiques quotidiennes des usagers résidant dans des communes environnantes. Ces personnes ne diffèrent pas notablement dans leurs diagnostics et leurs propositions, sauf sur la question de l'accès au centre-bourg et à ses services. À l'instar des populations résidant à proximité du centre, leurs pratiques s'ancrent localement, surtout pour la

consommation ou le loisir. Déjà entreprises dans les espaces périurbains (Berroir, et al, 2017), les enquêtes montrent des envies à la fois communes et différenciées. Certaines pratiques de consommation concernent ainsi toutes les strates sociologiques de la population, de même pour les activités de loisirs, notamment les pratiques sportives. En revanche, des différences marquées concernent les activités culturelles, notamment pour les ménages détenant des capitaux économiques, sociaux, culturels ou symboliques (Bourdieu, 1979). Nous avons par exemple rencontré ces différences à propos de l'offre de restauration.

En dépit des différences caractérisant les populations enquêtées, la RAP POPSU semble avoir permis une réduction des distances sociales pour mettre au jour les proximités entre des discours divers, proférés par des personnes socialement éloignées les unes des autres. Elle a permis d'ébaucher un récit local fondé sur des points communs plutôt que sur des différences. Malgré des propriétés sociales qui diffèrent fortement, les habitants de Caumont convergent sur une bonne part de leurs pratiques quotidiennes, ainsi que sur leurs rêves à l'égard du « Caumont idéal ». Insistant sur ces convergences, notre recherche-action participative a peut-être permis d'éviter une disjonction entre des élus appartenant aux strates sociales supérieures et une population locale majoritairement constituée de catégories populaires.

Enfin, cette RAP interroge la place du chercheur et le rôle joué par ces derniers dans un projet d'aménagement/revitalisation. Comment le chercheur peut-il rester indépendant ? Comment peut-il mettre à distance les doctrines et les représentations institutionnelles, locales ou nationales, pour libérer la parole des habitants et des usagers ordinaires ? Un impératif est rapidement apparu : « faire avec » l'ensemble des acteurs. Tout en gagnant la confiance des populations

enquêtées, nous avons simultanément tenté de gagner progressivement en légitimité et en proximité avec les élus et les agents techniques, alignant des faits de plus en plus irréfutables au fur et à mesure que le travail progressait. Ainsi, nous avons pu sécuriser la remontée des paroles habitantes auprès des élus. Dans ce processus vertueux, nous avons bénéficié d'un allié de taille : la cheffe de projet en charge des trois programmes PVD mis en œuvre dans l'intercommunalité Pré Bocage Intercom. En phase avec la RAP POPSU, elle a su jouer de sa proximité avec les élus et les agents de la DDTM pour servir à la fois de relais et de garantie entre le monde de l'université et celui de l'action publique locale.

### Références bibliographiques :

- Arnstein S. R., 1969, « A ladder of citizen participation », *Journal of American Institute of Planners*, n°35/4, p. 216-224
- Auclair E., Bergel P., Bertucci M.-M., Desponds D. (dir.), 2014, *Les habitants : acteurs de la rénovation urbaine ?* Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 276 p.
- Baby-Collin V., Clerval A., Talpin J., 2021, « Editorial. Démobiliser les classes populaires », *Espaces et Sociétés*, 2, p. 9-15
- Bergel P., Brouard-Sala Q., 2017, « Bourgs et petites villes en Normandie : des laboratoires pour l'avenir ? ». *Études Normandes* n° 2, pp 61-67.
- Berriroir S., Delage M., Fleury A., Fol S., Guérois M., Maulat J., Raad L., Vallée J., Viana Cerqueira E., 2017, « Petites villes périurbaines et ancrage local des habitants. Les cas de Méru et Senlis dans l'Oise », *Espaces et Sociétés*, 1, p. 69-88.
- Bioteau E., 2018, *Constructions spatiales des solidarités. Contribution à une géographie des solidarités*. HDR de l'Université d'Angers, 158 p.
- Bisson B., 2019, *Au-delà de l'urbanité : une approche géopsychologique de l'urbanité*, Thèse de doctorat de Géographie, Université Rennes 2, 542 p.
- Blanchet A., Gotman A., 2007, *L'enquête et ses méthodes. L'entretien*. Paris, Armand Colin, 126 p.
- Bouba-Olga O., 2019, *Pour un nouveau récit territorial*. La Défense, Plan urbanisme construction architecture, 29 p.
- Bourdeau-Lepage L., 2017, « Ville et nature, vers une nouvelle alliance ? », in Hamman P., *Ruralité, nature et environnement*. Paris, ERES, p. 359-374.
- Bourdieu P., 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris, Les Editions de Minuit, 583 p.
- Bourdieu P., Passeron J.-C., 1970, *La reproduction*. Paris, Les Editions de Minuit, 284 p.
- Brouard-Sala Q., 2021, *Déclin et attractivité des bourgs et des petites villes dans les espaces ruraux de Galice, de Normandie et du Sud-Ouest de l'Angleterre*. Thèse de doctorat de l'Université de Caen Normandie, 537 p.
- Brouard-Sala Q., 2023, « Dévitalisation et revitalisation des villes petites et moyennes en Normandie », *Géoconfluences*, URL : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-france-des-territoires-en-mutation/articles-scientifiques/devitalisation-revitalisation-villes-petites-moyennes-normandie>
- Capelle C., Cordier A., Lehmanns A., 2018, « Usages numériques en éducation : l'influence de la perception des risques par les enseignants ». *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, n°15, DOI : 10.4000/rfsic.5011
- Carrel M., 2013, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*. Lyon, ENS Editions, 276 p.
- Chamboredon J.-C., Lemaire M., 1970, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement ». *Revue française de sociologie*, 1, p. 3-33.
- Collectif ROCS, 2020, « Retours dans le Domfrontais. Premiers jalons pour la revisite d'une enquête collective », in Pouzenc P., Charlery de la Masselière B., Cavaille F., *Étudier les ruralités contemporaines*. Toulouse, PU Midi, p. 99-115

- Collectif Rosa Bonheur, 2014, « Comment étudier les classes populaires aujourd'hui ? Une démarche d'ethnographie comparée ». *Espaces et Sociétés*, 2, p. 125-141.
- Coquard Benoît, 2016, « 'Nos volets transparents' Les potes, le couple et les sociabilités populaires au foyer ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5, p.90-101
- Couturier P., 2014, « Mobilité et territorialité dans les espaces ruraux faiblement peuplés : l'injonction à la mobilité face aux modes d'habiter ». *RTS – Recherche Transports Sécurité*, 2-3, p.209-221.
- Devisme L., Dumont M., Roy E., 2007, « Le jeu des 'bonnes pratiques' dans les opérations urbaines, entre normes et fabrique locale ». *Espaces et Sociétés*, 4, p.5-31.
- Duchesne S., 2015, « L'entretien collectif comme méthode expérimentale d'objectivation de l'identité nationale », in Dervin F., *Analyser l'identité : l'apport des focus groups*, Paris, L'Harmattan, 14 p.
- Epstein R., 2015, « La gouvernance territoriale : une affaire d'Etat. La dimension verticale de la construction de l'action collective dans les territoires ». *L'Année sociologique*, 2, p. 457-482.
- Fals Borda O., 2021, « Origines universelles et défis actuels de la recherche-action participative (RAP) ». *Espaces et Sociétés*, 2, p. 165-188.
- Fijalkow Y., Martin E., Calvignac C., 2017, « Le retour des commerces en centre-ville comme stratégie d'aménagement local. Le cas d'Albi ». *Espaces et sociétés*, 1, p.109-128.
- Freichel J., Balard F., Martin E., 2022, *Habiter et vieillir. Trajectoires résidentielles à Xertigny (Vosges)*, Paris, éd. Autrement, 96 p.
- Girard V., 2014, « Des classes populaires (encore) mobilisées ? Sociabilité et engagements municipaux dans une commune périurbaine ». *Espaces et Sociétés*, p. 109-124.
- Habermas J., 1997, *L'espace public*. Paris, Payot, 325 p.
- Hess R., 2001, *Centre et périphérie*. Paris, Anthropos, 238 p.
- INSEE, 2021, *La France et ses territoires*. 2021. 201 p.
- Kuhl N., 2021, *Interroger les discours et représentations dominantes sur les quartiers dits prioritaires : l'apport d'une recherche-médiation au sein de Rennes Métropole : approche ethnographique et filmique des relations entre dimensions spatiales et dimensions sociolinguistiques*. Thèse de doctorat de l'Université de Rennes 2, 950 p.
- Le Dû L., Hellier E., Dupont N., Le Calvez C., De Gaalon L., 2019, *Convention de partenariat pour le partage des enjeux de préservation des milieux aquatiques avec les Finistériens* - ESO, Rennes 2, CD 29, FMA, nov 2019 (69 p. + annexes)
- Le Guern A., Brouard-Sala Q., Siccard, 2021, « Une académie, le territoire et des REP ruraux : rhétorique de l'enrôlement et disjonctions multiples des territoires institutionnels » in *Actes du colloque inter-AREF 2021 Politiques et territoires en éducation et en formation : enjeux, débats et perspectives*, Nancy, 2-3 juin, p. 202-209
- Levi-Strauss C., 1962, *La pensée sauvage*, Paris, PUF, 347 p.
- Luxembourg C., 2019, *Habiter aux intersections*. HDR, Université d'Artois, 150p.
- Mauger G., Pouly M-P., 2019, « Enquêter en milieu populaire. Une étude des échanges symboliques entre classes sociales ». *Sociologie*, 2019/1, p. 37-54.
- Morange M., Schmoll C., (avec la coll. de Tourelle E.), 2016, *Les outils qualitatifs en géographie*. Paris, Armand Colin, 224 p.
- Noucher A., 2013, « Introduction ». *L'information géographique*, 4, p. 6-9.
- Ripoll F., Veschambre V., 2002, « Face à l'hégémonie du territoire : éléments pour une réflexion critique », in Jean Y., Calenge C., *Lire les territoires*. Tours, PU François-Rabelais, p. 261-287.
- Subra P., 2016, *Géopolitique locale. Territoires, acteurs, conflits*. Paris, Armand Colin, 335 p.
- Thémines J-F., 2022, « Constituer l'espace géographique en ressource d'émancipation : l'engagement de chercheurs en géographie sociale », in Wittorski R., Obertelli P., *Comment (mieux) faire société ? Recherches en sciences humaines et sociales*. Nîmes, éd. Champ social, p. 50-64



Torre A., 2015, « Théorie du développement territorial ». *Géographie, économie, société*, 3, p. 273-288.

Varnier C., 2020, *Géographie des cimetières en Amérique latine : marquages, pratiques culturelles indigènes et inégalités sociales : étude comparative entre le Venezuela, le Mexique et le Chili*. Thèse de doctorat de l'Université de Caen Normandie, 523 p.

***Pour citer cet article :***

BROUARD-SALA Quentin & BERGEL Pierre, « Participations habitantes dans la revitalisation d'un centre-bourg. Une recherche-action de proximité à Caumont-sur-Aure (Calvados). », 1 | 2024 - *Recherches-actions participatives*, GéoProximitéS, URL : <https://geoproximities.fr/ark:/84480/2024/01/17/participations-habitan-tes-dans-la-revitalisation-dun-centre-bourg-une-recherche-action-de-proximite-a-caumont-sur-aure-calvados>



**CC BY-NC-SA 4.0 DEED**

Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les  
Mêmes Conditions 4.0 International